

Compte-rendu de la réunion de programmation pour l'avenant BAD n°3 tenue à Korhogo le 30 novembre 1995.

Dominique LOUPPE
4 décembre 1995

Etaient présents : - SODEFOR

Aïdara : Direction de la Recherche Développement

Ammokou : DRD

Koffi : Centre de gestion de Bouaké

Plan : Conseiller technique projet BAD

- IDEFOR

Louppe : chef de division Savanes

Ouattara : chef de station de Korhogo

Etat d'avancement de l'avenant BAD n°2

Aïdara signale que l'IDEFOR n'a toujours pas envoyé la pré-DRF concernant la seconde tranche de l'avenant n°2. Cette pré-DRF doit être envoyée dans les plus brefs délais.

Un certain retard a été accumulé du fait du délais de paiement de l'avance de démarrage (près de 18 mois). De plus, du fait du non paiement, à ce jour, du reliquat de l'avenant n°1, un certain nombre d'investissements indispensables au bon déroulement des travaux n'ont pas encore pu être réalisés.

Les travaux restant à effectuer dans le cadre de l'avenant n°2 sont les suivants :

Comportement et conduite des peuplements d'espèces exotiques et locales de reboisement

. Un document doit faire le point des essais installés à Korhogo en 1995 ainsi que de la campagne de mesures de 1994 - 1995.

Amélioration génétique du Teck

. **Matiemba.** Un document doit présenter les résultats de la sélection des semenciers de Matiemba. Ce document doit, en outre, proposer des règles de suivi (éclaircies, méthodologie pour la récolte des semences, suivi dendrométrique et phénologique de la parcelle,...) A compter de cette année, le suivi de cette parcelle semencière sera assuré directement par la SODEFOR sur la base du document à fournir.

. **Foro Foro.** Il faut prévoir, pour l'année prochaine, le remplacement des arbres manquants (avenant n°3). Un document doit être rédigé afin de présenter à la SODEFOR les règles de culture et de suivi lui permettant de prendre en charge tous les travaux afférents à ce verger à graines. La SODEFOR demande que leurs agents de Bamoro aillent sur le terrain avec un agent de l'IDEFOR afin que ce dernier fasse une formation sur les techniques d'égourmandage ainsi que sur les techniques sylvicoles de suivi du verger.

Aménagement et conduite des peuplements de forêt naturelle

. Tous les travaux sont concentrés à Badénou.

Outre, terminer l'installation de l'essai 1995 (9,2 ha de parcelles utiles dans lesquelles la végétation doit être inventoriée et cartographiée), il convient d'installer 2 parcelles (0,72 ha) dans les formations de bas-fond, 2 parcelles (0,72 ha) dans les forêts denses sèches à *Anogeissus leiocarpus* et 4 parcelles (1,44 ha) dans la seconde série de protection. Au total, c'est plus de 12 ha de formations naturelles dont les ligneux devront être cartographiés avec précision.

En outre, 6 placeaux permanents devront être installés dans la série pastorale pour déterminer l'impact du pâturage sur la régénération des ligneux. Ces placeaux ne devront pas être cartographiés. L'inventaire se faisant par sous placeaux de un are.

L'importance de ce travail nécessite le recrutement d'un botaniste (Pierre N'DRY a déjà été identifié) pendant une période de trois mois afin d'avoir deux équipes sur le terrain et terminer les inventaires dans les temps (début mars 1996) et rendre le rapport correspondant en mai 1996 s'il n'y a aucun retard supplémentaire.

Technologie des bois

. **Technologie.** Des objets démonstratifs doivent être usinés, pour être remis à la SODEFOR, avec les 7 essences qui ont été étudiées jusqu'à présent.

. **Préservation.** Les essais au laboratoire doivent être poursuivis et un rapport doit être rédigé. Les essais au champ doivent être installés et un rapport d'installation produit.

. **Carbonisation.** La carbonisation, en cornue, des 7 essences principales doit être poursuivie et un rapport sur la qualité des charbons rédigé.

Avenant n°3

Le projet BAD se termine fin 1997. En conséquence, l'avenant n°3 à la convention de recherches sera le dernier. Il devra être prévu pour une durée de deux ans. Son montant n'est pas fixé à priori mais le sera en fonction des travaux à réaliser.

Afin de ne pas perdre la campagne 1996, il est indispensable que l'avenant soit finalisé et signé rapidement. Il est tout aussi important que l'avance de démarrage soit versée très tôt pour que les plants nécessaires aux expérimentations puissent être produits à temps en pépinière.

Propositions de thèmes de recherches par la SODEFOR

Il faut noter que certains thèmes qui ont été proposés ne figureront pas dans ce compte-rendu car il a été convenu d'un commun accord que ces travaux correspondaient plus aux objectifs de la Direction Recherche Développement de la SODEFOR (résultats techniques à très court terme) qu'à ceux (résultats à court, moyen et long terme) de la recherche appliquée menée par l'IDEFOR-DFO en collaboration avec le CIRAD-Forêt.

La zone d'extension du projet BAD descend jusque Dimbokro. Aussi, la SODEFOR souhaite-t-elle que la recherche forestière étende sa zone d'intervention. Les recherches qui seront à mener dans la zone pré-forestière et en forêt semi-décidue ne pourront être mises en oeuvre à partir de Korhogo, d'une part en raison de la distance mais surtout par manque de chercheurs. Il sera donc nécessaire que les équipes d'Abidjan puissent s'impliquer dans ces travaux. Au cas où ceci s'avérerait impossible - même en recrutant du personnel à contrat de durée déterminée - il faudra informer la SODEFOR que nous ne pouvons répondre à ses attentes.

Suivi des actions en cours.

Ceci concerne le suivi des essais de la station de Korhogo ainsi que des dispositifs de forêt naturelle installés dans la forêt de Badénou.

Actions nouvelles

Recherches sur les règles de cultures à appliquer aux formations naturelles

Dans la zone de Korhogo, cela concerne essentiellement le suivi des essais installés en 1995 dans la forêt de Badénou et l'installation de petits dispositifs complémentaires.

Mais le problème qui est également posé est celui de l'enrichissement par plantation des formations appauvries par des décennies de feux de brousse et de prélèvements de bois de service. Ces derniers ont généralement prélevé les sujets les plus beaux (rectitude, défilement, branchaison,...), des espèces les plus nobles conduisant ainsi à une "sélection à rebours". La reconstitution d'une forêt productive, riche en essences de valeur, ne peut donc s'envisager sans avoir recours aux techniques d'enrichissement.

Ainsi, un essai de comportement en station de *Milicia excelsa* (Iroko) sera installé à Lataha et des parcelles d'*Azelia africana*, *Anogeissus leiocarpus*, *Khaya senegalensis* et *Pterocarpus erinaceus* seront installées dans la forêt classée de Badénou ou dans celle du Mont Korhogo. Divers traitements sylvicoles (à définir) devront être testés afin d'améliorer la forme des arbres, le but final de la plantation étant le bois d'oeuvre.

Dans les régions centre et centre-est (forêts classées de FORO-FORO et de AHUA près de Dimbokro), les formations forestières sont très dégradées et envahies par *Chromolaena odorata*. Le but de l'expérimentation proposée est l'enrichissement de ces formations dégradées, à moindre coût, avec *Antiaris toxicaria*, *Milicia excelsa*, *Khaya grandifoliola*, *Azelia africana* et *Triplochyton scleroxylon*. Il convient donc d'étudier si l'enrichissement en layons est la méthode la mieux adaptée, comment maîtriser le *Chromolaena* (herbicide, 1, 2 ou 3 entretiens manuel par an) et d'étudier le comportement des essences précitées dans ces conditions.

Sylviculture du Teck

Dans le cadre du projet BAD, 12.000 ha de plantations de Teck ont été installées dans la région de Bouaké-Soungourou. Plantés à 1.500 tiges/ha, il semble que le moment de la première éclaircie soit déjà arrivé ou soit proche. Cependant, les règles définies par les tables de production du Teck ne semblent pas suffisamment pratiques aux gestionnaires de la SODEFOR. Ceux-ci souhaiteraient que l'on définisse un critère simple de déclenchement de la première éclaircie : par exemple le facteur d'espacement de Hart-Becking. Ils souhaitent donc que l'on installe un dispositif dans lequel la première éclaircie serait déclenchée à des stades de développement différents du peuplement. L'éclaircie sera faite en systématique une ligne sur trois avec, éventuellement, un second traitement qui comprendrait l'éclaircie sélective d'un arbre sur 4 dans les deux lignes restantes afin d'enlever au total 1 arbre sur 2. Dans cet essai, toutes les caractéristiques dendrométriques des arbres enlevés ainsi que celle des arbres conservés seront étudiées afin d'avoir des valeurs qualitatives précises permettant, éventuellement de modifier, pour une meilleure performance sylvicole et économique, les techniques d'éclaircies envisager. Il serait souhaitable que ce dispositif soit établi de telle sorte que l'étude des éclaircies ultérieures puisse y être menée.

Un certain nombre d'autres recherches potentielles ont été proposées : étude de l'influence des rejets de souche des arbres éclaircis sur la production des arbres restants, nécessité du démariage des tiges à la plantation ou lors de la première éclaircie (où l'on aurait des produits commercialisable), coûts et effets de l'élagage après la première éclaircie. Il a été convenu que ces travaux à court terme étaient plus du ressort de la SODEFOR-DRD.

Association des arbres au système agricole

Dans la zone centre de nombreuses forêts sont occupées par les agriculteurs. Les séries agricoles pourront, dans certains cas, occuper la majeure partie de la forêt. Dans la forêt de Konhoukro près de Sakassou, la série agricole pourrait représenter près des 2/3 de la superficie.

La SODEFOR souhaite qu'une expérimentation commune IDESSA/IDEFOR soit installée dans cette forêt, d'une part pour stabiliser l'agriculture, d'autre part pour assurer des revenus complémentaires aux agriculteurs par la production de bois de feu et de service à court terme et de bois d'oeuvre à moyen et long terme. Le ou les essais viseraient à créer des ressources à court terme, tout en restaurant la fertilité des sols, par des jachères améliorées à Acacias australiens ou d'autres espèces et des ressources à long terme par l'introduction dans les cultures d'arbres de valeur à moyenne ou longue révolution. Le choix des essences à installer sera délicat car ces espèces doivent avoir peu d'impact dépressif sur les cultures - ou même avoir un effet positif. L'IDESSA, qui aura un contrat direct avec la SODEFOR, doit nous définir les itinéraires techniques qu'il compte développer afin que nous puissions proposer des innovations complémentaires. Ces concertations préliminaires doivent conduire à l'élaboration d'un protocole commun pour lequel chacune des parties aura ses ressources propres.

Amélioration génétique

La seule opération que la SODEFOR considère comme prioritaire actuellement est la mise en place d'un test de descendance du verger à graines de Teck de la Sangoué. Ce test pourra être installé à Foro-Foro et sa superficie pourra être de l'ordre de 10 ha ou plus si besoin est.

La SODEFOR a demandé s'il était réaliste d'entamer une étude sur le bouturage du Teck

malgré le fait qu'il semble acquis que les boutures de cette espèce présentent un mauvais enracinement. Peut-on envisager de faire un bilan bibliographique sur ce sujet et/ou de faire des études sur les techniques de pépinières (type de container, type de substrat, autocernage, etc...), qui permettraient de corriger les défauts du système racinaire des boutures?

Technologie des bois

Afin de compléter les connaissances sur les espèces locales de valeur, il serait souhaitable d'entreprendre des études technologiques complètes sur *Anogeissus leiocarpus* et sur *Diospyros mespiliformis*.

Formation

La SODEFOR souhaite que soient organisées deux fois par an une scéance de formation à l'usage du personnel de terrain afin de les informer des connaissances acquises au cours du projet. Cette formation associerait scéances de travail en salle et visites sur le terrain. Des documents de vulgarisation devraient être produits à cette occasion. En fin de projet, un séminaire de plus grande envergure pourrait être tenu.

La SODEFOR demande aussi que nos rapports ne soient pas la présentation brute des résultats mais contiennent, en plus, des conseils pouvant être mis directement en application par les forestiers de terrain. Pour ma part, je pense que ces informations figurent déjà dans nos rapports quand cela est possible.

Compte-rendu de la réunion des chefs de divisions concernés par l'avenant n°3 du projet BAD

Cette réunion de concertation en vue de la préparation de l'avenant n°3 du projet BAD s'est tenue à la bibliothèque de l'IDEFOR-DFO le jeudi 14 décembre de 10h à 12h30.

Etaient présents : MM. Balle Pity (Directeur de Département), Kadio (Division Amélioration), Ahoba (D. Technologie) et Louppe (D. Savanes). Excusé : Dupuy (D. Forêt).

Ont servi de bases de discussion deux documents rédigés par D. Louppe : "Compte-rendu de la réunion de programmation pour l'avenant BAD n°3 tenue à Korhogo le 30 novembre 1995" et "Avancement du projet BAD au 5 décembre 1995".

M. Balle a rappelé le but de cette réunion qui vise à rattraper les lacunes existant dans la gestion des conventions. Ces lacunes sont principalement dues au fait historique qu'avant le Département disposait d'un budget de fonctionnement conséquent et qu'en conséquence, il n'était pas indispensable de chiffrer avec précision le montant des conventions puisque celles-ci venaient en complément. Actuellement, les conventions représentent pratiquement la seule possibilité de fonctionner et de mener à bien nos travaux de recherche. Il faut donc en assurer une gestion rigoureuse d'autant plus que la SODEFOR devient beaucoup plus exigeante à notre égard que par le passé. Nous devons donc nous réorganiser en conséquence.

M. Balle a également rappelé qu'initialement le projet BAD était conçu comme un prolongement du projet FED, lequel grâce à une autonomie organisationnelle et de gestion a atteint, voire dépassé, ses objectifs. Ce qui prouve que si les chercheurs ont un minimum d'autonomie dans la gestion, ils obtiennent de bons résultats.

Cependant, suite au fait que le projet BAD ait été conçu comme un prolongement des activités de la station de Korhogo, les avenants 1 et 2 ont été essentiellement négociés par l'équipe Savane (avec néanmoins MM. Edi et Coulibaly pour la partie technologie). Il est donc normal que les chercheurs du Sud, qui ont été par la suite associé à la réalisation des travaux, déplorent ce fait. La réunion d'aujourd'hui doit permettre de corriger ceci en associant tous les chefs de division concernés à l'élaboration de l'avenant n°3. Rappelons que, dans le cadre du projet BAD, il n'y a aucun conflit entre la SODEFOR et l'IDEFOR et qu'il convient de profiter de cette situation pour renforcer notre image de marque vis-à-vis des utilisateurs de nos recherches.

Dans la réunion d'aujourd'hui, il faut non seulement aborder les aspects techniques mais aussi les aspects financiers. Comment devons-nous réorganiser la gestion financière pour la rendre la plus optimale possible.

Après ce préambule de M. Balle, le compte-rendu de la réunion de pré-programmation de l'avenant n°3 a été lu et commenté.

M. Balle propose de rédiger une note de service nommant M. Louppe coordonnateur du projet BAD, charge à lui de vérifier que les moyens financiers sont équitablement répartis entre les divisions en fonction des travaux qu'elles ont à réaliser.

Le document de Louppe présente les desideratas de la SODEFOR. Aucun budget n'y est

associé. Chaque division va donc rédiger un programme scientifique et technique sur deux ans et préparer le budget correspondant. Lorsque les propositions de chacun auront été établies, une nouvelle réunion sera nécessaire pour ajuster les moyens demandés au disponible qui est, d'après l'avenant spécial n°1, de 400 millions de F.CFA. Il faudra toutefois que nos activités sur deux ans justifient l'utilisation de fonds qui étaient prévus pour trois ans. Ce ne devrait pas poser de problème suite à la demande de la SODEFOR d'étendre notre zone d'action vers le sud jusqu'à Dimbokro.

Le budget prévisionnel de la convention générale (signée en janvier 1993, sur des bases budgétaires préparées vers 1986) ne propose que peu d'investissements alors que les besoins essentiels de l'IDEFOR-DFO pour pouvoir travailler sont des investissements. Il a été rappelé que le salaire des chercheurs est facturé au projet BAD, mais ces salaires ne sont pas prélevés sur la trésorerie de l'IDEFOR. Ces salaires se montent à environ 88 millions auxquels s'ajoutent les impayés qui, actuellement sont de l'ordre de 100 millions de F.CFA. Ces sommes devraient, si elles sont correctement justifiées, être utilisées pour rééquiper les différentes divisions.

Ainsi, comme les prévisions du projet ne prévoient que peu d'investissement faudra-t-il préparer deux budgets : le premier est celui interne à l'IDEFOR-DFO qui précise tous les moyens à mettre en oeuvre pour réaliser l'avenant n°3. Le second, destiné à la SODEFOR et à la BAD, respectera leurs lignes budgétaires.

Les investissements nécessaires pour le fonctionnement correct des divisions pourraient également être pris en charge par les rentrées financières que représentent les ventes de graines ou les prestations diverses.

Chacun a donné son accord pour la préparation de son programme (thèmes de recherches à développer, objectifs à atteindre et budget correspondant).

Note : Bien qu'en dehors de cette réunion, il semble nécessaire de rappeler ici les termes de M. Noudedji (superviseur BAD du projet) dans son Aide-Mémoire de la mission de revue du portefeuille de la banque - Projet de reboisement et d'aménagement forestier dans la zone de savanes et de contact forêt-savane :

L'avenant n°3 couvrant la période 96-97 est en cours de négociation entre la Sodefor et l'IDEFOR. Pour éviter des retards à l'exécution de cette composante, la mission a invité la Sodefor à accélérer la finalisation de cet avenant dont elle soumettra le projet à la Banque pour approbation avant la signature. De même la Sodefor devra accélérer l'acheminement des demandes de décaissement afférentes à cette composante pour éviter des ruptures de trésorerie à l'IDEFOR.

Il nous appartient donc de finaliser notre proposition d'avenant au plus tôt.

Il a ensuite été question du futur Projet Sectoriel Forestier - Savanes dans lequel la partie recherches ne sera pas obligatoirement attribuée à l'IDEFOR mais soumise à appel d'offre. Cette situation a soulevé le problème de l'accès libre à notre bibliothèque - donc à nos résultats de recherche - pour nos concurrents éventuels. Il faudra donc veiller à réorganiser notre système de bibliothèque afin de limiter ces risques et de pouvoir vendre nos compétences et nos connaissances.

Concernant la réorganisation de la bibliothèque, les chercheurs souhaitent qu'une part du budget disponible lui soit destiné sous forme d'équipement informatique, d'abonnements aux

principales revues scientifiques et, si possible, d'agrandissement. Une meilleure gestion de l'information scientifique est indispensable pour mener à bien notre mission.

Concernant le volet Agroforesterie, il a été proposé que M. OUALLOU puisse participer à son élaboration même si la réalisation en sera confiée au technicien supérieur qu'il serait indispensable de baser à Bouaké pour assurer les travaux de Foro-Foro, Soungourou, Sakassou et Dimbokro. Il faut prévoir l'équipement de cet agent, son logement ainsi que ses moyens de fonctionnement.

Concernant le volet formation que la Sodefor nous demande, il faut cibler dès à présent les thèmes que nous pourrions développer et préciser les périodes auxquelles elles doivent avoir lieu. Il faut pour cela s'équiper en matériel didactique : appareil photo, projecteur diapositives, rétroprojecteur, etc...

La réunion s'est terminée en rappelant que les propositions doivent être préparées par chacun dans les plus brefs délais.

Le rapporteur

D. LOUPPE